
1917

*Le « Rabotchi » n° 6, 11
septembre (29 août) 1917
Signé : N. Lénine
Conforme au texte du journal*

*Œuvres t. 25, pp. 300-308,
Paris-Moscou*

Lénine

Pages du journal d'un publiciste

Paysans et ouvriers

Le n° 88 des *Izvestia du Soviet des députés paysans de Russie* [1], paru le 19 août, renferme un article extrêmement intéressant qui devrait devenir entre les mains de tout propagandiste et agitateur du Parti en contact avec les paysans, comme entre les mains de tout ouvrier conscient se rendant à la campagne ou étant en relation avec elle, un document fondamental.

C'est le «Mandat type rédigé d'après les 242 mandats présentés par les députés des provinces au 1er Congrès des députés paysans de Russie, tenu à Petrograd en 1917».

Il serait extrêmement désirable que le Soviet des députés paysans publie sur tous ces mandats les renseignements les plus circonstanciés (s'il est absolument impossible d'en publier le texte *in extenso*, ce qui serait évidemment préférable). Il est, par exemple, particulièrement indispensable de publier la liste complète des provinces, des districts, des cantons en indiquant combien de mandats proviennent de chaque localité, quand ils ont été rédigés ou envoyés, et en donnant une analyse ne serait-ce que des principales revendications formulées, afin qu'on puisse se rendre compte s'il existe des différences sur tel ou tel point entre les régions. Les

régions de propriété familiale et les régions de propriété collective du sol, les régions grand-russes et les régions d'allogènes, les régions centrales et les régions frontières, les régions qui n'ont pas connu le servage, etc., diffèrent-elle, par exemple, d'avis sur l'abolition de la propriété privée de toutes les terres *des paysans*, sur les partages périodiques, sur l'interdiction du travail salarié, sur la confiscation du cheptel mort et vif des propriétaires fonciers, etc., etc. ? L'étude scientifique de la documentation exceptionnellement précieuse des mandats paysans est impossible sans ces données complètes. Or, nous, marxistes, devons nous attacher de toutes nos forces à l'étude scientifique des faits sur lesquels se base notre politique.

A défaut d'une meilleure documentation, le *Relevé des mandats* (nous appellerons ainsi le «mandat type») reste, tant qu'on n'y a pas démontré quelque inexactitude de fait, un document unique en son genre qui doit se trouver, nous le répétons, entre les mains de tout membre de notre parti.

La première partie du Relevé des mandats est consacrée à la politique générale, aux revendications de la démocratie politique ; la seconde, à la question agraire. (Espérons que le Soviet des députés paysans de Russie ou quelque autre organisme dressera le bilan des mandats et des résolutions des paysans sur la guerre.) Nous ne nous arrêterons pas longtemps ici sur la première partie, nous bornant en retenir deux points : l'élection de tous les fonctionnaires est exigée au § 6 ; le § 11 exige la suppression, à la fin de la guerre, de l'armée permanente. Ces points rendent le programme politique des paysans *plus proche du programme du parti bolchevique que d'aucun autre*. Nous appuyant sur ces points, nous devons, dans toute notre propagande et notre agitation, montrer et démontrer que les chefs mencheviques et socialistes-révolutionnaires trahissent non seulement le socialisme, mais encore la démocratie, puisqu'ils ont défendu, à Cronstadt par exemple, contre la volonté de la population, contre les principes de la démocratie, conformément aux vœux des capitalistes, l'autorité d'un commissaire dont la nomination n'est pas purement électorale, mais doit être *ratifiée* par le gouvernement. Les chefs socialistes-révolutionnaires et mencheviques combattent dans les Doumas d'arrondissement de Petrograd et dans d'autres organismes d'administration autonome locale, en dépit des principes de la démocratie, la revendication bolchevique de la création immédiate d'une milice ouvrière et du passage ultérieur à la milice populaire.

Les revendications agraires des paysans consistent avant tout, d'après le Relevé des mandats, dans l'abolition sans indemnité de la propriété du sol sous toutes ses formes, jusques et y compris la propriété paysanne ; dans la transmission à l'Etat ou aux communautés rurales des entreprises agricoles hautement développées, dans la confiscation de tout le cheptel mort et vif des terres confisquées (exception faite en faveur des paysans cultivant de petites parcelles), ce cheptel devant être transmis à l'Etat ou aux communautés ; dans l'interdiction du travail salarié ; dans la répartition égalitaire du sol entre les travailleurs avec des partages périodiques, etc. Les paysans exigent, à titre de mesure transitoire avant la convocation de l'Assemblée constituante, la promulgation *immédiate* de lois interdisant l'achat et la vente des terres, l'abrogation des lois permettant aux familles de sortir des communautés, de se faire attribuer des lots d'un seul tenant, etc., sur la protection des forêts, des pêcheries, etc., sur l'abolition des contrats de location à long terme, la révision des contrats à court terme, etc.

Il suffit de réfléchir quelque peu à ces revendications pour voir l'impossibilité complète de les satisfaire *en alliance* avec les capitalistes, sans rupture complète avec eux, sans lutte vraiment résolue, vraiment impitoyable avec la classe capitaliste, sans le renversement de sa domination.

Aussi les socialistes-révolutionnaires se leurrent-ils eux-mêmes et leurrent-ils les paysans en admettant et en répandant autour d'eux l'idée que des transformations *de cet ordre* sont possibles sans renversement de la domination capitaliste, sans passage de tout le pouvoir d'Etat au prolétariat, sans soutien par les paysans pauvres des mesures révolutionnaires les plus énergiques du pouvoir d'Etat prolétarien contre les capitalistes. Et la formation de l'aile gauche dans le parti socialiste-révolutionnaire a ceci d'important qu'elle dénote au sein de ce même parti une conscience grandissante de cette duperie.

En effet, la confiscation de toutes les terres appartenant à des particuliers équivaut à la confiscation de centaines de millions de roubles de capitaux des banques auxquelles ces terres sont le plus souvent hypothéquées. Cette mesure se conçoit-elle sans que la classe révolutionnaire brise révolutionnairement la résistance des capitalistes ? Et il s'agit là du capital le plus centralisé, le capital bancaire, qui est rattaché par des milliards de liens aux centres les

plus importants de l'économie capitaliste d'un immense pays et ne peut être vaincu que par la puissance non moins centralisée du prolétariat des villes.

Continuons. Transmission à l'Etat des entreprises agricoles hautement développées. N'est-il pas évident que l'«Etat» capable de prendre en charge ces entreprises et de les gérer vraiment au profit des travailleurs, et non au profit des fonctionnaires et des capitalistes eux-mêmes, doit être un état révolutionnaire prolétarien ?

La confiscation des haras et autres établissements ainsi que de tout le cheptel mort et vif ne porte pas seulement de vigoureux coups répétés à la propriété privée des moyens de production. C'est autant de pas accomplis vers le socialisme, car la transmission de la «jouissance exclusive» de ce *cheptel* «à l'Etat ou aux communautés » entraîne la nécessité d'une grande agriculture socialiste, ou tout au moins d'un contrôle socialiste sur les petites entreprises réunies et d'une réglementation socialiste de leur économie.

Et l'«interdiction» du travail salarié ? Ce n'est qu'une phrase creuse, un vœu impuissant, d'une naïveté inconsciente, émis par de petits propriétaires écrasés qui ne voient pas que le fonctionnement de toute l'industrie capitaliste s'arrêtera si toute l'armée de réserve du travail salarié dans les campagnes fait défaut, qu'on ne peut pas «interdire» le travail salarié à la campagne et le permettre à la ville, et qu'enfin l'«interdiction» du travail salarié n'est pas autre chose qu'un pas vers le socialisme.

Et nous abordons ici la question capitale de l'attitude des ouvriers envers les paysans.

Un mouvement ouvrier social-démocrate de masse existe en Russie depuis plus de vingt ans (si l'on compte à partir des grandes grèves de 1896). On voit au cours de ce grand laps de temps, à travers deux puissantes révolutions, à travers toute l'histoire politique de la Russie, se poser la même question essentielle : est-ce la classe ouvrière qui conduira les paysans en avant, vers le socialisme, ou le bourgeois libéral qui les fera rétrograder vers la réconciliation avec le capitalisme ?

L'aile opportuniste de la social-démocratie ne cesse de raisonner suivant la très sage formule que voici : les socialistes-révolutionnaires *étant* de petits bourgeois, «nous» repoussons leur

point de vue utopiquement petit-bourgeois sur le socialisme *au nom de* la négation bourgeoise du socialisme. Le marxisme est aisément remplacé par le strouvisme, le menchevisme s'abaisse jusqu'à devenir le domestique du parti cadet et se met à «réconcilier» les paysans avec la domination bourgeoise. Bras dessus bras dessous avec Tchernov et Avksentiev, Tsérétéli et Skobélev signent, au nom de la «démocratie révolutionnaire», les décrets réactionnaires des grands propriétaires fonciers du parti cadet. Telle est la manifestation la plus récente et la plus frappante de ce rôle.

La social-démocratie révolutionnaire, qui ne renonça jamais à la critique des illusions petites-bourgeoises des socialistes-révolutionnaires, qui *ne fit jamais bloc* avec eux autrement que *contre* les cadets, lutte sans cesse pour *arracher* les paysans à l'influence des cadets et oppose aux vues utopiques petites-bourgeoises sur le socialisme le chemin prolétarien révolutionnaire vers le socialisme, et non la réconciliation libérale avec le capitalisme.

Maintenant que la guerre a extraordinairement accéléré les choses et aggravé la crise du capitalisme, maintenant qu'elle a placé le peuple devant ce dilemme immédiat : périr ou marcher résolument, tout de suite, vers le socialisme, l'abîme des divergences entre le menchevisme à demi libéral et le bolchevisme prolétarien révolutionnaire apparaît nettement, pratiquement, comme une question définissant l'action de dizaines de millions de paysans.

Accommodez-vous de la domination du capital, *car* «nous» ne sommes pas encore mûrs pour le socialisme, voilà ce que disent aux paysans les mencheviks, substituant d'ailleurs la question abstraite du «socialisme» à une question bien concrète : est-il possible de guérir les plaies faites par la guerre sans marcher résolument vers le socialisme ?

Accommodez-vous du capitalisme, *car* les socialistes-révolutionnaires sont des utopistes petits-bourgeois, voilà ce que disent aux paysans les mencheviks qui soutiennent avec les socialistes-révolutionnaires le gouvernement cadet...

Quant aux socialistes-révolutionnaires, se frappant la poitrine, ils assurent les paysans qu'ils sont les adversaires de toute paix avec les capitalistes, qu'ils n'ont jamais considéré la révolution russe comme une révolution bourgeoise, et que *c'est pour cette raison*

qu'ils font bloc *précisément* avec les social-démocrates opportunistes, qu'ils soutiennent *précisément* le gouvernement bourgeois... Les socialistes-révolutionnaires signent tous les programmes paysans que l'on veut, même les plus révolutionnaires, afin de ne pas les appliquer, afin de les mettre sous le boisseau, afin de tromper les paysans à l'aide des promesses les plus creuses, tout on s'adonnant, des mois durant, à une politique d'«entente» avec les cadets dans un ministère de coalition.

Cette trahison flagrante, pratique, immédiate, tangible, des intérêts des paysans par les socialistes-révolutionnaires modifie extraordinairement la situation. Il faut tenir compte de cette modification. On ne peut pas se borner à l'agitation traditionnelle contre les socialistes-révolutionnaires, telle que nous la pratiquions en 1902-1903 et en 1905-1907. On ne peut pas se borner aux réfutations théoriques des illusions petites-bourgeoises sur la «socialisation du sol », la «jouissance égalitaire du sol», l'« interdiction du travail salarié », etc.

Nous étions alors à la veille de la révolution bourgeoise ou au cours d'une révolution bourgeoise inachevée, et la tâche était avant tout d'amener cette révolution jusqu'au renversement de la monarchie.

La monarchie est maintenant renversée. La révolution bourgeoise est achevée dans la mesure où la Russie est devenue une république démocratique, à la tête de laquelle se trouve un gouvernement de cadets, de mencheviks et de socialistes-révolutionnaires. En trois ans, la guerre nous a fait avancer d'une trentaine d'années ; elle a institué en Europe l'obligation générale du travail et le groupement obligatoire des entreprises industrielles en vastes cartels ; elle a amené les pays les plus avancés à la famine et à une ruine sans exemple, les obligeant à s'orienter vers le socialisme.

Le prolétariat et les paysans peuvent seuls renverser la monarchie. Tel fut, à l'époque, le principe déterminant de notre politique de classe. Et ce principe était juste. Février et mars 1917 n'ont fait que le confirmer une fois de plus.

Seul le prolétariat, dirigeant les paysans pauvres (les semi-prolétaires, comme s'exprime notre programme), peut terminer la guerre par une paix démocratique, panser les plaies qu'elle a causées et faire les premiers pas, devenus absolument nécessaires et

urgents, vers le socialisme ; tel est maintenant le principe qui détermine notre politique de classe.

De là cette conclusion : le centre de gravité de la propagande et de l'agitation contre les socialistes-révolutionnaires doit être reporté sur la trahison qu'ils ont commise envers les paysans. Ils ne représentent pas la masse des paysans pauvres, mais la minorité des agriculteurs cossus. Ils ne conduisent pas les paysans à l'alliance avec les ouvriers ; ils les conduisent à l'alliance avec les capitalistes, c'est-à-dire à la soumission aux capitalistes. Ils ont trahi les intérêts des travailleurs et des masses exploitées en échange de bons portefeuilles ministériels, en échange du bloc avec les mencheviks et les cadets.

L'histoire, accélérée par la guerre, a fait de si grands pas en avant qu'un nouveau contenu remplit les vieilles formules. L'« interdiction du travail salarié » *n'était* auparavant qu'une phrase creuse d'intellectuel petit-bourgeois. C'est maintenant autre chose dans la vie : des millions de paysans pauvres déclarent, dans 242 mandats, qu'ils veulent aller vers l'interdiction du travail salarié, mais ils ne savent pas comment s'y prendre. Nous savons comment il faut s'y prendre. Nous savons que ce but ne peut être atteint que par l'union avec les ouvriers, sous la direction des ouvriers, dans la lutte contre les capitalistes, et non par une politique d'« entente » avec les capitalistes.

Voilà comment doit maintenant se modifier la ligne directrice de notre propagande et de notre agitation contre les socialistes-révolutionnaires, l'idée directrice des discours que nous tenons aux paysans.

Le parti socialiste-révolutionnaire vous a trahis, camarades paysans. Il a trahi les chaumières et il s'est rangé du côté des palais, non peut-être des palais du monarque, mais du côté des palais où les cadets, ennemis mortels de la révolution, et surtout de la révolution paysanne, siègent au même gouvernement que les Tchernov, les Péchékhonov et les Avksentiev.

Seul le prolétariat révolutionnaire, seule l'avant-garde qui fait l'unité de ce prolétariat - le parti bolchevique - peut appliquer réellement le programme des paysans pauvres, exposé dans les 242 mandats. Car le prolétariat révolutionnaire s'achemine *effectivement* vers l'interdiction du travail salarié par la seule voie sûre, celle du renversement du capital, et non par l'interdiction de louer un valet

de ferme, par la «prohibition» de cette pratique. Le prolétariat révolutionnaire s'achemine effectivement vers la confiscation des terres, du cheptel, des entreprises agricoles techniques, vers ce que les paysans veulent et que les socialistes-révolutionnaires *ne peuvent pas* leur donner.

Voilà comment doit maintenant se modifier l'idée maîtresse des discours de l'ouvrier aux paysans. Nous, les ouvriers, pouvons vous donner et vous donnerons ce que les paysans pauvres veulent et cherchent sans toujours savoir où et comment le chercher. Ouvriers, nous défendons *contre les capitalistes* nos intérêts et en même temps ceux de l'immense majorité des paysans, tandis que les socialistes-révolutionnaires, alliés aux capitalistes, trahissent ces intérêts.



Rappelons au lecteur ce que disait Engels, peu avant sa disparition, sur la question paysanne. Il soulignait que les socialistes n'entendent pas le moins du monde exproprier les petits cultivateurs, et ne leur démontreront que *par la force de l'exemple* la supériorité de la grande agriculture socialiste mécanisée [2].

La guerre pose maintenant pratiquement pour la Russie une question de ce genre. On manque d'outillage. Il faut le confisquer et «ne point partager» les entreprises agricoles d'un niveau technique élevé.

Les paysans ont commencé à le comprendre. La nécessité les oblige à comprendre. La guerre les y oblige, car on ne peut prendre d'outillage nulle part. L'outillage existant doit être précisément gardé. Et la grande culture signifie une économie de travail par l'utilisation de l'outillage, de même que sur bien d'autres plans.

Les paysans veulent garder leur petite exploitation, s'assurer des normes égalitaires et les renouveler périodiquement... Soit. Pas un socialiste de bon sens ne se séparera pour autant des paysans pauvres. Si les terres sont confisquées, *c'est-à-dire* si la domination des banques est atteinte à la base ; si l'outillage est confisqué, *c'est-à-dire* si la domination du capital est atteinte à la base, il s'ensuit que, *lorsque le prolétariat exercera le pouvoir central*, lorsqu'il prendra le pouvoir politique, le reste viendra *par surcroît*, le reste résultera de la «force de l'exemple» et sera suggéré par la pratique même.

Le passage du pouvoir politique au prolétariat, voilà l'essentiel. Dès lors, tout ce qu'il y a d'essentiel, de fondamental, de radical dans le programme des 242 mandats *devient réalisable*. La vie montrera avec quelles modifications il sera réalisé. C'est très secondaire. Nous ne sommes pas des doctrinaires. Notre doctrine n'est pas un dogme, mais un guide pour l'action.

Nous ne prétendons pas que Marx ou les marxistes connaissent sous tous ses aspects concrets le chemin du socialisme. Ce serait absurde. Nous connaissons l'orientation de ce chemin, nous savons quelles forces de classe y conduisent, mais ce qu'il est concrètement, pratiquement, c'est *l'expérience de millions d'hommes* qui le montrera, quand ils se mettront à l'œuvre.

Faites confiance aux ouvriers, camarades paysans, rompez l'alliance avec les capitalistes ! Vous ne *pourrez* commencer la réalisation du programme énoncé dans les 242 mandats qu'en étroite union avec les ouvriers. Unis aux capitalistes, sous la direction des socialistes-révolutionnaires, vous n'obtiendrez jamais *aucune* action décisive, irrévocable, dans l'esprit de ce programme.

Mais quand, unis aux ouvriers des villes dans la lutte impitoyable contre le capital, vous *commencerez* à réaliser le programme des 242 mandats, le monde entier vous soutiendra et nous soutiendra, et le succès de ce programme - non dans sa formulation actuelle, mais dans son fond - sera assuré. Le règne du capital et l'esclavage salarié prendront fin. Ce sera le début du règne du socialisme, du règne de la paix, du règne des travailleurs.

Notes

Les notes rajoutées par l'éditeur sont signalées par [N.E.]

[1]. Les *Izvestia du Soviet des députés paysans de Russie*, quotidien, organe officiel du Soviet des députés paysans de Russie. Paraissant à Petrograd entre le 9 (22) mai et décembre 1917, il exprimait les opinions de l'aile droite du parti socialiste-révolutionnaire. Le journal se montra hostile à la Grande Révolution d'Octobre et fut interdit pour son orientation contre-révolutionnaire. [N.E.]

[2]. Lénine fait ici allusion à l'ouvrage de F. Engels *La question paysanne en France et en Allemagne*. [N.E.]
